Rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

VIVRE ENSEMBLE DANS LE 92

31, rue des Ombraies
92000 NANTERRE

Association de loi 1901 déclarée
SIRET 897 634 002

SAS Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

139, rue de Fougères
35700 RENNES

Tél. : 02 99 87 90 81 – Mél. : contact@igbb.fr

Sommaire

Rapport du commissaire aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025	**3**
Comptes annuels au 31 décembre 2025	**7**
Bilan	7
Compte de résultat	8
Annexe	9
Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées	**14**

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

VIVRE ENSEMBLE DANS LE 92

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

Rennes, le 26 mars 2026
Le commissaire aux comptes

IGBB
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par

Isabelle GAUDUCHEAU
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

31 rue des Ombraies
92000 NANTERRE

Comptes annuels 2025

BILAN

BILAN AU 31/12/2025

ACTIF					PASSIF		
En €	Brut Au 31/12/2025	Amort. &Prov.	Net Au 31/12/2025	Net Au 31/12/2024	En €	Net Au 31/12/2025	Net Au 31/12/2024
ACTIF IMMOBILISE					**FONDS PROPRES**		
Immobilisations incorporelles			0,00		Fonds statutaires		
Immobilisations corporelles			0,00		Réserves	150,00	339,45
Immobilisations financières			0,00		Report à nouveau	15 751,85	42 515,15
					Excédent (+) ou déficit (-)	-15 740,53	-26 952,75
Total I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**Total I**	**161,32**	**15 901,85**
ACTIF CIRCULANT					**FONDS REPORTES ET DEDIES**		
Stocks et en-cours			0,00	0,00	Fonds dédiés	0,00	15 000,00
Créances			0,00	15 100,00	**Total II**	**0,00**	**15 000,00**
Produits à recevoir	150,00	0,00	150,00	0,00	**PROVISIONS**		
Valeurs mobilières de placement			0,00	0,00	Provisions		
Instruments de trésorerie			0,00	0,00	**Total III**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités (autres que caisse)	3 454,74	0,00	3 454,74	23 863,16	**DETTES**		
Caisse			0,00	0,00	Fournisseurs	2 883,55	2 814,00
Charges constatées d'avances			0,00	0,00	Dettes fiscales et sociales	559,87	5 247,31
Total II	**3 604,74**	**0,00**	**3 604,74**	**38 963,16**	**Total IV**	**3 443,42**	**8 061,31**
ECART DE CONVERSION ACTIF (V)	**0,00**				**ECART DE CONVERSION PASSIF (V)**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (I + II + V)	3 604,74	0,00	3 604,74	38 963,16	**TOTAL GENERAL (I + II + III + V)**	**3 604,74**	**38 963,16**

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés

COMPTE DE RESULTAT			
Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025			
COMPTE DE RESULTAT	**2025**	**2024**	**2023**
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	15 150,00	12 450,00	12 930,00
Ventes de biens et services			
Produits de tiers financeurs			
- Concours publics et subventions d'exploitation	16 000,00	25 000,00	25 000,00
- Ressources liées à la générosité du public - Dons reçus	2 659,87	0,00	0,00
- Contributions financières	0,00	0,00	0,00
Utilisation de fonds dédiés/Reprise provisions	15 000,00	3 890,90	13 000,00
Autres produits	1 244,83		
Total I	50 054,70	41 340,90	50 930,00
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats	95,99	97,20	269,65
Autres achats et charges externes	8 928,33	6 971,75	6 679,04
Impôts, taxes et versements assimilés	596,34		3 890,90
Salaires et traitements	41 208,37	33 291,52	27 271,64
Charges sociales	15 174,43	13 972,20	21 327,74
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Report en fonds dédiés		15 000,00	
Autres charges			
Total II	66 003,46	69 332,67	59 438,97
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-15 948,76	-27 991,77	-8 508,97
PRODUITS FINANCIERS III	208,23	1 039,02	1 245,98
CHARGES FINANCIERES IV			
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	208,23	1 039,02	1 245,98
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)			
PRODUITS EXCEPTIONNELS V	0,00	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI			
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0,00	0,00	0,00
Total des produits (I + III + V)	**50 262,93**	**42 379,92**	**52 175,98**
Total des charges (II + IV + VI)	**66 003,46**	**69 332,67**	**59 438,97**
EXCEDENT OU DEFICIT	**-15 740,53**	**-26 952,75**	**-7 262,99**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Bénévolat	55 000,00	55 000,00	55 000,00
TOTAL	**55 000,00**	**55 000,00**	**55 000,00**
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Personnel bénévole	55 000,00	55 000,00	55 000,00
TOTAL	**55 000,00**	**55 000,00**	**55 000,00**

Annexe aux comptes annuels

faisant partie intégrante des comptes annuels

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Le collectif Citoyens Fraternels 92 est composée d'une vingtaine d'associations de solidarité qui rencontrent et accompagnent les personnes en situation de précarité sur les Hauts-de-Seine.

Les membres du collectif agissent en réseau et conjointement dans le cadre d'une charte à laquelle les membres ont adhéré.

« Nous voulons ainsi :

- **Agir pour** que chacun/chacune ait, dans le respect de la dignité humaine **:**
  - **accès à ses droits,**
  - **accès au logement et à l'hébergement**
  - **accès à l'emploi et à l'insertion par l'activité économique**
  - **accès aux réseaux locaux de solidarité**
- **Ouvrir et multiplier des espaces de concertation** avec la Préfecture, la Région et le Département, les collectivités locales, les associations, les personnes vivant des situations de pauvreté et d'exclusion, et tous les citoyens
- **Participer à la déclinaison de la stratégie de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale**
- **Interpeler** les acteurs publics pour toutes situations urgentes et particulièrement graves que pourraient rencontrer les plus fragiles dans le département
- **Multiplier les initiatives d'échange et de partage**, par exemple : les réseaux de voisinage, d'échanges et de savoirs, les épiceries et boutiques sociales et solidaires, les ressourceries, les possibilités de colocation solidaire…
- **Construire des réponses** avec ceux qui vivent des situations de pauvreté et d'exclusion, en mettant en place, valorisant et promouvant des actions qui favorisent la participation de tous, dans la fraternité et le respect de chacun
- **Promouvoir** tout dispositif social innovant et contribuer à l'amélioration des dispositifs existants. » Extrait de la Charte du collectif »

Créé en 2015 après une campagne de mobilisation inter-associative pour les municipales sur la question de l'hébergement et du logement, le collectif s'est développé avec la signature de la stratégie départementale de lutte contre la pauvreté, l'organisation du Colloque Précarité et Mal-Logement dans le 92 et le lancement dans le 92 du Dispositif Premières Heures.

L'association Vivre ensemble dans le 92, créée en 2020, a pour objet de fournir les moyens nécessaires au collectif Citoyens fraternels 92 pour qu'il puisse répondre aux objectifs fixés dans sa charte et accomplir les actions ouvertes à tous qui en découlent.

Moyens mis en œuvre : Pour ce faire, elle peut rechercher et gérer des ressources et employer du personnel, sous le contrôle du collectif.

En 2025, le collectif Citoyens fraternels 92 est composé de 25 associations participant activement à promouvoir l'accès aux droits, l'accès à l'hébergement et au logement, l'animation des réseaux de solidarité sur le territoire.

Le collectif fédère un réseau puissant et multiforme d'acteurs de 1ère ligne, engagés auprès des plus fragiles

- 25 associations membres
- plus de 35.000 personnes accompagnées
- 3.500 bénévoles
- Agissant dans les 36 communes des Hauts de Seine.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

1. Développement du collectif et renforcement de ses moyens

Pour soutenir le déploiement des actions du collectif, la chargée de projet salariée est passée d'un tiers temps à un temps plein au 1er juin 2022. Le développement des actions mises en œuvre en 2022 se prolonge.

2. Exposition Les réalités de la pauvreté dans le 92

En 2021, le collectif avait décidé, comme grand projet de l'année 2022, de faire une exposition pour mettre en lumière les sujets de plaidoyers et les actions menées par le collectif pour améliorer le vivre ensemble dans ce département. Cette exposition a eu pour but de

- Sensibiliser le grand public aux réalités de la pauvreté dans les Hauts-de-Seine et aux actions permettant des conditions de vie dignes pour toutes et tous.
- Faire connaître le collectif, ses objectifs, ses projets et sujets de travail, les mettre en lumière et les valoriser à travers la photographie,
- Rencontrer les députés nouvellement élus (en juin 2022), leur faire connaître le collectif et leur présenter ses sujets de plaidoyer,
- Eveiller à la solidarité et susciter l'engagement de nouveaux bénévoles et soutiens.

Cette exposition, après son inauguration en 2022, a tourné dans diverses communes des Hauts de Seine, suscitant à chaque fois un intérêt de la part des institutionnels comme du public.

3. Lancement de nouveaux projets pour 2025

Au vu du développement du collectif et des activités menées par les groupes de travail, de nouveaux projets ont démarré fin 2024 :

- Etude pour réaliser un Guide d'Orientation pour Accès au Logement et à l'Hébergement (GOAHL)
- Etude sur l'impact de la nouvelle règlementation sur le RSA (15 heures d'activité)
- Etude sur la lutte contre la fracture numérique

Pour réaliser ces 3 grands projets, il a recruté des stagiaires en Master en sociologie devant compléter l'activité menée par la chargée de projets et les bénévoles.

Les financements attendus des financeurs publics ont été nettement plus faibles que prévus, amenant l'association à licencier pour raison économique la chargée de projets en octobre.

Pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et du règlement N° 2020-08.
Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf qu'une méthode comptable préférentielle a été adoptée : La méthode comptable Dépenses/recettes a été remplacée par une comptabilité d'engagement, avec l'identification des fournisseurs.

Les réserves pour accomplir les missions ont été constituées par le résultat de 2022 très positif, issu d'un boni de liquidation de 49.000€.
L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

NOTES SUR LE BILAN

Grâce au résultat de l'exercice 2022, reporté en report à nouveau, la trésorerie de l'association est sécurisée et permet d'attendre les subventions arrivant généralement à mi année.

L'exercice 2025 a constaté un déficit de 15.740,53€ lié à la non réception des subventions attendues au niveau budgété. Le report à nouveau et une partie des réserves ont été utilisés pour ce déficit.

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	339,45			189,45	150,00
Report à nouveau	42 515,15	-26 952,75	189,45		15 751,85
Excédent ou déficit de l'exercice	-26 952,75		11 212,22		-15 740,53
Situation nette	15 901,85	-26 952,75	11 401,67	189,45	161,32
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	15 901,85	-26 952,75	11 401,67	189,45	161,32

Tableau de variation des fonds dédiés

Tableau de variation des fonds dédiés							
	Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet						
	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
Subventions d'exploitation			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSTS		MONTANT GLOBAL	DONT FONDS DEDIES*
Subv. Conseil Depart. Pour fonctionnement							
Subv. CAF pour fonctionnement et 3 projets	15 000		15 000			0	
Contributions financières d'autres organismes						0	
Ressources liées à la générosité du public						0	
Total						0	
*correspondant à des projets	**15 000**	**0**	**15 000**	**0**	**0**	**0**	**0**

Etat des dettes			
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Dettes fournis	2 883,55	2 883,55	
Dettes fiscales	559,87	559,87	
Autres dettes			
Total	3 443,42	3 443,42	

Charges à payer	
	Montant brut
Facture IGBB	2 883,55
DON à reverser	559,87
Total	**3 443,42**

Le total du bilan est 3.604,74€

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Notes sur les Produits
Les cotisations des membres ont légèrement dépassé ce qui est budgété.
Elles sont comptabilisées lors de leur encaissement.
Le Conseil départemental a alloué une subvention moindre que ce qui était attendu (7.500€ v/s 30.000€ demandés).
Les produits 2025 ont été abondés par une subvention de la CAF (3.500€) et une subvention du FDVA payée par la DRIEETS (5.000€) pour les enquêtes sur l'incidence de la loi sur le RSA et sur l'inclusion numérique. De plus, la subvention de la CAF, annoncée en décembre 2024 ayant été reportée en fonds dédiés, a été utilisée totalement. Les quelques fonds restant du boni de liquidation reçu en 2022 ayant été placés, les produits financiers sont venus s'ajouter aux produits d'exploitations.

Notes sur les Charges
Les charges 2025 montrent les salaires et charges sociales en augmentation par rapport à 2024 : en effet, le licenciement et le contrat de sécurisation professionnelle de la chargée de projets ont été supérieurs à ceux de 2024. De plus, les gratifications des stagiaires sont venues augmenter les charges de salaires.
L'animation des réunions plénières, de tous les groupes de travail du collectif et des groupes projets a pu être menée, mais l'année s'est terminée correctement grâce aux bénévoles.

Honoraires du Commissaire aux Comptes
Les financeurs ont contractuellement demandé que les comptes soient certifiés par un Commissaire aux Comptes. Les honoraires imputables à 2025 sont de 2.883,55€ TTC. Pour remercier la salariée que l'association a été obligée de licencier pour raison économique, une collecte a été faite et doit lui être reversée.

Charges à payer

	Montant brut
Facture IGBB	2 883,55
DON à reverser	559,87
Total	**3 443,42**

Le résultat est de – 15.740,53€.
Les produits du compte de résultat s'élèvent à 50.262,93€ et les charges à 66.003,46€. Les produits s'élèvent à 105.262,93€ en prenant en compte les contributions volontaires en nature (55.000€).

REMUNERATIONS DES 3 PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS
Les 3 plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles, leur rémunération est à 0.

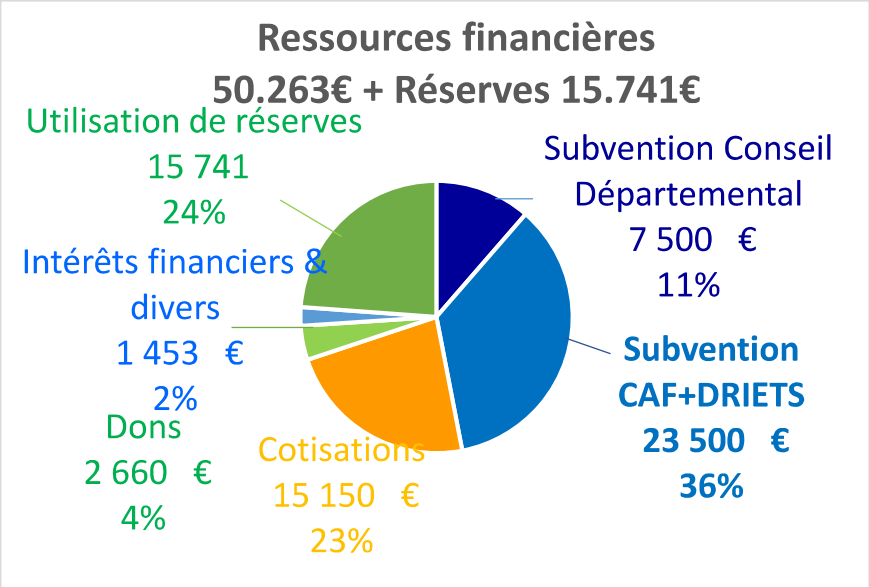
EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE

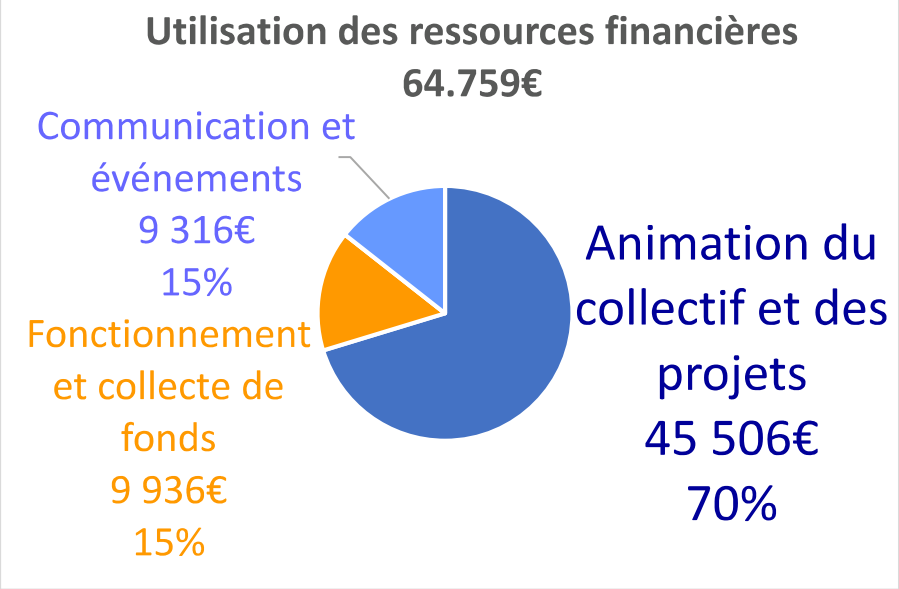
Effectif

	En moyenne	Au 31/12/2025
Cadre	0,75	0
Employé	0	0
Total	0,75	0

PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET PAR DESTINATION

La présentation analytique montre particulièrement les ressources par origine et l'utilisation qui en est faite pour remplir les missions sociales de l'organisme.





CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les contributions volontaires en nature concernent les contributions en travail des bénévoles des organisations membres. Les bénévoles se sont largement impliqués dans les réunions du collectif et de ses projets.

Ces contributions sont évaluées en prenant en compte les réunions organisées, le nombre de bénévoles présents à ces réunions, les heures passées dans chaque réunion et pour la préparation.

Il s'agit

- Des réunions plénières avec la préparation de ces réunions et leur suivi (420 heures)
- Des réunions de chacun des 3 groupes de travail (825 heures)
- Des réunions pour les 3 projets (1.128 heures)
- Des réunions de préparation pour la journée de réflexion et sa tenue (360heures).

Il y a également le temps passé à l'organisation et au fonctionnement du collectif (708 heures).

Au total, cela représente 3.441 heures, qui sont valorisées à la valeur du SMIC chargé (16€).

Le total est donc évalué à 55.000€, soit 2,15 salariés en équivalent temps plein.

VIVRE ENSEMBLE DANS LE 92

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Aux membres l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Rennes, le 26 mars 2026
Le commissaire aux comptes

IGBB
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Représentée par

Isabelle GAUDUCHEAU
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale Ouest-Atlantique

Sarl Isabelle Gauducheau, Bernard Blanchard et Associés